

Unité Départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 4 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **OUEST COATING**

Rue Thomas Edison  
44600 Saint-Nazaire

**Référence :** N5-2025-089  
**Code AIOT :** 0006305456

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement OUEST COATING implanté Rue Thomas Edison ZI de Brais 44600 Saint-Nazaire. L'inspection a été annoncée le 06/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite aux concentrations relevées dans le cadre de l'étude de zone, en particulier les concentrations en métaux dans l'air ambiant dans le secteur de la zone industrielle de Brais, notamment en cobalt et en nickel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OUEST COATING
- Rue Thomas Edison ZI de Brais 44600 Saint-Nazaire
- Code AIOT : 0006305456
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Établissement réalisant des activités de sablage et métallisation (projection de métaux en fusion) sur des pièces destinées aux secteurs aéronautiques et défense, énergie et sidérurgiques.

L'exploitant a adressé un dossier de porter connaissance relatif à la mise en place d'une nouvelle installation de traitement de surfaces (décapage chimique) et d'une nouvelle installation de métallisation. Ces modifications ont fait l'objet d'un courrier de Donner acte de modification notable non substantielle en date du 04 décembre 2025.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Classement au titre des ICPE	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 1.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 3.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Auto-surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 8.1.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 5.1.4	Demande d'action corrective	1 mois
6	Tri des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2025, article D.543-281 et 284	Demande d'action corrective	1 mois
7	Émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 7.2.5	Demande d'action corrective	1 mois
9	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 7.2.7	Demande d'action corrective	1 mois
11	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 7.5.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 4.2.2	Sans objet
10	Confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 7.6.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives. Des non-conformités majeures ont été détectées, ce qui amène l'inspection des installations classées à proposer un arrêté préfectoral de mise en demeure. En parallèle, l'inspection des installations propose d'imposer des prescriptions complémentaires à l'exploitant pour diminuer les rejets atmosphériques de polluants métalliques et déterminer l'acceptabilité sanitaire de ces rejets.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Classement au titre des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 1.1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Tableau de classement
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Inspection du 06 octobre 2021 :</u> L'exploitant est autorisé par arrêté du 31-05-2011 à exploiter des installations de revêtement métallique par projection sous la rubrique n°2567 de la nomenclature des ICPE.  Depuis, un régime déclaratif a été introduit pour cette rubrique par décret n°2013-1205 du 14-12-2013, fixant le seuil de l'autorisation à 200 kg/j pour la quantité de composés métalliques consommés.  Lors de la visite, l'exploitant a précisé que sa consommation journalière moyenne était largement inférieure à ce seuil. La même vérification doit être menée pour la consommation journalière maximale.  De plus, de nombreuses évolutions qui pourraient impacter le classement des activités réalisées ont été apportées à la nomenclature des ICPE : création des rubriques 3000 et 4000, modifications de seuils, ...  L'exploitant doit mettre à jour le tableau de classement des activités réalisées sur le site. Il transmettra le document à l'IIC avec les éléments justificatifs.
<b>Constats :</b> Dans son courrier en réponse du 27/12/2021, l'exploitant annonçait que la mise à jour de la situation administrative serait réalisée par la société SOCOTEC et transmise en juin 2022.  La mise à jour de la situation administrative a été transmise en 2024. Celle-ci a mené à la prise de l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/12/2024 (APC n° 2024/ICPE/394), dans lequel il est précisé que le site ne dispose plus que de rubriques à déclaration (avec contrôle périodique).  Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir conscience de la nécessité de procéder à un contrôle périodique, par un organisme habilité, de ses installations. Ce contrôle n'a donc pas été réalisé.  En parallèle, la visite des installations pose question sur un éventuel classement au titre des rubriques n° 2560 (travail mécanique des métaux, 2575 (emploi de matières abrasives), 4715 (hydrogène), 4719 (acétylène) et 4725 (oxygène).  Il apparaît nécessaire de fournir les documents justifiant d'une absence de classement au titre de ces rubriques, le cas échéant de procéder à leur régularisation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> → <b>L'exploitant procède au contrôle périodique de ses installations soumises à déclaration avec contrôle. En cas de non-conformité majeure relevée, il en informe l'inspection des installations classées, à laquelle il joint un plan d'actions pour retour en conformité ainsi qu'un échéancier de</b>

**mise en œuvre.**

→ L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées tous les documents permettant de justifier l'absence de classement au titre des rubriques visées ci-dessus (2560, 2575, 4715, 4719 et 4725). En cas de soumission à l'une ou plusieurs de ces rubriques, il procède à leur régularisation administrative .

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

## **N° 2 : Surveillance des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

### **Prescription contrôlée :**

#### Inspection du 06 octobre 2021 :

En préalable à la visite, l'exploitant a transmis le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé les 31-03 et 01-04-2021.

Le contrôle a porté sur les 4 cabines de projection et la cabine de sablage.

6 non-conformités ont été mises en évidence lors de ce contrôle.

Un nouveau contrôle a été réalisé le 18-06-2021 suite au remplacement des cartouches filtrantes sur 2 cabines. Ceci a permis de lever 3 non-conformités.

Les 3 non-conformités restantes concernent les rejets atmosphériques en monoxyde de carbone sur les cabines n°2 et n°5 et en oxydes d'azote sur la cabine n°6.

L'exploitant doit analyser ces non-conformités et mettre en place les dispositions nécessaires pour respecter les valeurs limites d'émission prescrites.

### **Constats :**

En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis, sur demande de l'inspection des installations classées, les rapports de contrôle des rejets atmosphériques du 18/10/2024, réalisés par la société BUREAU VERITAS.

Contrairement à ce qui est spécifié dans l'arrêté préfectoral, ce ne sont pas 2 cabines de sablage et 5 cabines de projection, mais bien une seule cabine de sablage et 5 cabines de projection qui sont présentes sur le site.

L'analyse de ces rapports met en évidence des non-conformités en poussières sur les cabines 1 (28 mg/Nm<sup>3</sup>), 2 (68.7 mg/Nm<sup>3</sup>) et 3-4 (28 mg/Nm<sup>3</sup>), pour une VLE fixée à 20 mg/Nm<sup>3</sup>.

Par ailleurs, une autre non-conformité est relevée sur la somme des métaux rejetés au droit de la cabine 2 (51.6 mg/Nm<sup>3</sup>), pour une VLE fixée à 2 mg/Nm<sup>3</sup>.

La cabine dite « n°2 » étant effectivement une cabine de projection, la VLE qui s'applique est celle fixée aux autres cabines de projection, à savoir 2 mg/Nm<sup>3</sup>.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir procédé à de nouvelles mesures de rejet atmosphériques début janvier. Le rapport est attendu au cours du mois de février. Il s'est engagé à

transmettre les résultats commentés dès réception de ceux-ci.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> → L'exploitant doit mener un plan d'actions afin de revenir en conformité sur l'ensemble des rejets des cabines pour lesquelles des non-conformités ont été relevées. Ce plan d'actions est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné de son échéancier de mise en œuvre. → Au-delà de cette mise en conformité et du fait des concentrations en métaux relevées dans le cadre de l'étude de zone, l'exploitant doit en parallèle mener des actions afin de réduire les émissions à la source de ses activités de métallisation notamment. → L'exploitant doit procéder à la réalisation d'une Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS) afin de déterminer l'acceptabilité sanitaire de ses rejets atmosphériques pour les populations environnantes. Cette EQRS doit être réalisée au détail de chacun des métaux rejetés, et a minima porter sur le Cobalt, le Nickel, le Chrome total et le Chrome VI. L'exploitant n'a pas su justifier en inspection la non émission de chrome VI : il est donc invité à vérifier si les procédés mis en œuvre sont à l'origine d'émissions de chrome VI. Cette EQRS sera menée conformément aux recommandations du guide INERIS « Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires » (Septembre 2021). Une attention particulière sera portée à ce que les concentrations et flux pris en compte dans la modélisation de la dispersion des émissions du site soient en cohérence avec les valeurs limites d'émission (scénario majorant).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Auto-surveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 8.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Paramètres contrôlés
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures portent sur les rejets annuellement des cabines de sablage et de projection.  Cabines de sablage : poussières   Cabines de projection : poussières, NOx, CO, HF, COVNM, Somme métaux
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé que le contrôle des rejets atmosphériques n'a pas été réalisé sur les années 2022 et 2023.  L'inspection des installations classées a rappelé la nécessité de procéder à ces contrôles annuellement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> → L'exploitant s'assure de faire contrôler les rejets atmosphériques de ses installations au moins une fois par an. En cas de non-conformité constatée, un second contrôle est réalisé après les travaux de remise en conformité pour s'assurer de leur effectivité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Inspection du 06 octobre 2021 :</u> Lors de la visite, l'exploitant n'a pas présenté de plan des réseaux.  L'exploitant doit établir un plan des réseaux précisant les éléments listés à l'article 4-2-2 de l'AP du 31-05-2011, en particulier, le système d'isolement en cas d'incident ou d'accident.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan des réseaux daté du 15/12/2009. Celui-ci a précisé que le site dispose d'un point de rejet "eaux pluviales", lequel est équipé d'une vanne guillotine actionnée en cas d'incendie sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Registre des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Inspection du 06 octobre 2021 :</u> Lors de la visite, l'exploitant n'a pas présenté le registre des déchets sortants du site.  Tous les déchets sortants du site, y compris les déchets non dangereux, doivent être enregistrés.  Les informations devant être renseignées dans ce registre figurent à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29-02-2012.  L'exploitant doit mettre en place un registre des déchets sortants du site.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir basculé sur la dématérialisation des bordereaux de suivi de déchet via la plate-forme Trackdéchets.  Un registre interne a été présenté. Celui-ci est perfectible dans le remplissage du destinataire final du déchet.  La consultation de la plate-forme n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> → L'exploitant est invité à modifier son registre interne issu de la plate-forme Trackdéchets pour faire apparaître explicitement le site de destination finale du déchet quand celui-ci fait l'objet d'un regroupement sur un site intermédiaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Tri des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2025, article D.543-281 et 284
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tri 5 flux
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Inspection du 06 octobre 2021 :</u> Lors de la visite, il a été constaté sur le site la mise en place d'une benne spécifique pour la récupération du bois et d'une benne spécifique pour la récupération du papier/carton.  Les déchets de métaux étaient également stockés séparément.  Par contre, il a été constaté dans la benne « tout-venant », la présence de déchets de plastiques et de papier non triés.  L'exploitant doit mettre en place, dans les meilleurs délais, un tri des déchets de plastiques et améliorer le tri des déchets de papier/carton.  L'exploitant ne disposait que d'une attestation justifiant la valorisation des déchets de papier et de carton pour l'année 2021 (document non daté délivré pour l'année 2021 en cours d'année 2021 par la société PAPREC et ne mentionnant pas la quantité valorisée).  L'exploitant doit se procurer les attestations délivrées en application de l'article D.543-284 du code de l'environnement, justifiant la valorisation de tous les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre et de bois du site pour l'année 2020.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, il a été constaté sur le site différentes bennes dédiées au tri des déchets, et notamment les déchets de plastiques et cartons, de métaux, de bois et d'ordures ménagères.  Il a pu être mis en évidence la présence de plastiques et cartons au sein de la benne ordures ménagères. Par ailleurs, les résidus issus de l'usinage des pièces métalliques sont susceptibles de contenir des restes d'huile de coupe et sont stockés à l'extérieur sans être à l'abri des intempéries.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> → <b>L'exploitant doit perfectionner son tri des déchets, notamment au niveau de la benne "DIB".</b> → <b>Il doit également justifier que les résidus issus de l'usinage des pièces métalliques, susceptibles de contenir des restes d'huile de coupe, ne sont pas à considérer comme déchet dangereux.</b> <b>En tout état de cause, ces déchets doivent être stockés à l'abri des intempéries afin de prévenir un lessivage par les eaux météoriques compte-tenu du caractère a priori non étanche de la benne.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 7 : Émissions sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des émissions sonores



**Prescription contrôlée :**Inspection du 06 octobre 2021 :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des niveaux sonores réalisé en mars 2021.

Ce rapport met en évidence une non-conformité au point n°4 - Habitation la plus proche concernant l'émergence en période nocturne. Elle a été mesurée à 5 dB(A) pour une valeur limite de 3 dB(A).

L'exploitant doit analyser cette non-conformité et mettre en place les dispositions nécessaires pour respecter les valeurs limites d'émergence prescrites.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports de contrôles de niveaux sonores réalisés en juillet 2022 et octobre 2024.

Un dépassement est de nouveau constaté au droit de du point n° 4 (habitation la plus proche) en période nocturne (sur la période 5h-7h, l'activité du site démarrant à 5h du matin).

Cette émergence est corrélée à un niveau de bruit résiduel, lui-même mesuré "sur la période 20h-7h" sans donner plus de précisions sur cette période. A la consultation des bandes sonores relevées, ce niveau de bruit résiduel est minimal vers 2-3h du matin et augmente progressivement à partir de 4h.

Compte-tenu de l'activité de l'entreprise démarrant à partir de 5h, affiner le bruit résiduel sur cette période apparaît nécessaire afin de statuer sur la valeur de l'émergence et sa conformité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ Lors de la prochaine campagne de mesures des niveaux sonores, l'exploitant s'assure que la mesure de niveau résiduel soit effectuée sur la période 5-7h, sans que le site ne soit en activité. Si des non-conformités sont de nouveau constatées, l'exploitant mènera une étude pour identifier les principales sources de bruit du site et réduire leurs émissions.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 7.2.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification des installations électriques

**Prescription contrôlée :**Inspection du 06 octobre 2021 :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des installations électriques réalisé par la société APAVE en août 2021 ainsi que le certificat Q18 émis suite à la visite.

Un devis pour prendre en compte les non-conformités majeures figurant dans le certificat Q18 (concernant le TGBT et le coffret N34) a également été présenté.

Au total, 68 observations figurent dans ce rapport.

<p>L'exploitant doit mettre en conformité les installations électriques de l'établissement, dans les meilleurs délais ; il précisera les dispositions prises en ce sens et transmettra les documents justificatifs (par exemple, devis signé puis compte-rendu d'intervention).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques du 14/11/2024, réalisé par la société SOCOTEC.</p> <p>Celui-ci met en évidence 10 observations, dont 1 est identifiée comme récurrente. Il a précisé que la levée des observations est confiée à une entreprise extérieure spécialisée en électricité.</p> <p>Toutefois, la partie introductive du rapport annonce la non-fourniture d'une partie des documentations techniques nécessaires pour la réalisation exhaustive de la prestation de vérification des installations électriques.</p> <p>L'annexe Q18 conclut que "l'état des installations électriques ne peut pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion".</p> <p>L'exploitant a également présenté l'annexe Q19 relative à la vérification par thermographie réalisée le 18/03/2025. Celle-ci identifie une anomalie, de degré 3, laquelle a été soldée le 08/10/2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>→ <b>L'exploitant est invité à améliorer le formalisme de levée des observations figurant dans le rapport de vérification des installations électriques.</b></p> <p><b>Il s'assure également de fournir à l'organisme de contrôle l'ensemble des documents nécessaires pour la réalisation d'une vérification exhaustive.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 9 : Protection contre la foudre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 7.2.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de protection contre la foudre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Inspection du 06 octobre 2021 :</u></p> <p>Une analyse du risque foudre réalisée en 2008 a été présentée.</p> <p>Au vu des modifications intervenues sur les installations ainsi qu'au niveau réglementaire, la réalisation d'une nouvelle analyse du risque foudre est nécessaire.</p> <p>Cette analyse doit être réalisée par un organisme compétent, c'est-à-dire qualifié par un organisme indépendant selon un référentiel approuvé par le ministre chargé des installations classées (référentiel F2C ou QUALIFOUDRE).</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser par un organisme compétent une analyse du risque foudre de l'établissement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté l'analyse du risque foudre réalisée par la société</p>

SOCOTEC le 15/12/2022.

Celle-ci conclut qu'il est nécessaire de mettre en place un parafoudre type III-IV pour protéger les centrales de détection de fumée et de détection incendie, en plus d'autres travaux de remplacement de disjoncteurs notamment.

L'exploitant annonce avoir procédé aux autres travaux (facture de la société spécialisée en électricité à l'appui), mais ne pas avoir pris connaissance de la nécessité de mettre en place un ou plusieurs parafoudres.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ **L'exploitant doit suivre les recommandations de l'analyse du risque foudre réalisée en 2022. Notamment, il met en place un ou plusieurs parafoudres afin de protéger les centrales de détection de fumée et de détection d'incendie.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 10 : Confinement des eaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 7.6.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux susceptibles d'être polluées

**Prescription contrôlée :**

Inspection du 06 octobre 2021 :

La présence de dispositifs de surélévation au droit des ouvertures du bâtiment a été constatée lors de la visite.

Par contre, aucune procédure précisant les modalités de mise en œuvre de ces dispositions n'a été établie.

L'exploitant doit établir une procédure définissant les mesures à prendre en cas d'accident ou d'incident, en particulier les modalités de confinement des eaux et d'isolement des réseaux.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté la procédure de confinement des eaux mise en place le 25/11/2022. Il a précisé que ce sont les serre-files qui sont désignés comme responsables de mise en œuvre de cette procédure et qu'ils s'entraînent périodiquement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/05/2011, article 7.5.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise sur rétention des produits dangereux

**Prescription contrôlée :**

Inspection du 06 octobre 2021 :

Lors de la visite, il a été constaté le stockage sans rétention de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols (boues de rectification, huiles multi-usages, liquides inflammables, ...).

L'exploitant doit, sans délai, mettre sur rétention tout produit ou déchet liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols. Il précisera les dispositions mises en œuvre en ce sens.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, il a été constaté des produits dangereux qui n'étaient pas disposés sur rétention ou dont la rétention n'était pas correctement dimensionnée. Ceci, autant à l'intérieur de l'atelier, qu'à l'extérieur dans la zone de stockage dédiée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

→ **L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des produits dangereux soit disposé sur rétention, correctement dimensionnée au regard du volume à contenir. Il transmet les justificatifs à l'inspection des installations classées.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois